

DOSSIER : L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES

► AVEC PRÉOCCUPATIONS PROFESSIONNELLES

Autour d'une table

Michel Violet

Autour d'une table, cinq formateurs intervenant dans ce qu'il est convenu d'appeler les "stages Talbot et Citroën". Deux travaillent dans un GRETA de l'Éducation Nationale, les autres sont employés par des organismes privés de formation. À la demande des Actes de Lecture, ils ont essayé de faire le point, de cerner une réalité complexe, d'analyser leurs difficultés, de réfléchir à des solutions. La tonalité de leurs propos est assez pessimiste.

Ces stages, nouveaux, dans lesquels ils interviennent, à quoi servent-ils ? Ont-ils un sens au niveau professionnel ou jouent-ils seulement un rôle humanitaire ?

Que faire avec un public aussi éloigné de nos modes de vie, aussi étranger à nos codes sociaux, même plus reconnu pour sa force de travail, confiné depuis des années dans des tâches sans qualification ?

Comment mettre en place une pédagogie dégagée à la fois des traditions charitables des premières tentatives en direction de ces travailleurs et du recours facile aux méthodes scolaires, avec un corps de formateurs au recrutement disparate, pas préparé à cette tâche, sans volonté réelle de modifier des habitudes ?

Le public est composé, en très grosse majorité, de Maghrébins. À part quelques jeunes, scolarisés dans leur pays et sachant plus ou moins lire le français, tous sont analphabètes. (C'est même parce qu'ils étaient analphabètes, selon eux, qu'ils ont été recrutés !).

Depuis 5, 10 voire 15 ans en France, ils travaillaient comme O.S. dans l'industrie automobile qui apparemment, trouvait profit à les utiliser sans que jamais n'apparaisse la nécessité de leur apprendre à lire et de leur donner une formation quelconque.

Licenciés, ils se retrouvent "bénéficiaires" d'un stage de 8 mois (à raison de 39h par semaine) financé par le F.N.E. et le F.A.S., pendant lequel ils sont entièrement rémunérés ; stage destiné à leur donner une qualification permettant une réinsertion dans le monde du travail.

Ce qui globalement caractérise ce public, selon nos formateurs, peut être résumé ainsi.

- Ces adultes sont dans un état de déficience ou d'inaptitude sensorimotrices, psychologiques et intellectuelles assez dramatique et à peine imaginables pour qui ne les connaît pas. (Connaissance du français oral rudimentaire ou inexistante, vision défectueuse, pas de mémoire, incapacité de reconnaître des couleurs, de se repérer dans l'espace, d'identifier une forme... etc. etc.). Devant notre incrédulité, les explications sont nombreuses et évoquent leurs conditions de vie et de travail et le fait qu'ils n'ont jamais été scolarisés. Un

certain nombre de potentialités n'ont, ainsi, jamais été sollicitées et on en arrive à cette indigence des facultés requises par l'enseignement de la lecture et de l'écriture.

- Issus d'une civilisation très éloignée de la nôtre (et jamais admis à y pénétrer) ils accèdent très difficilement à nos modes de pensées, à nos systèmes de valeurs, mais aussi à nos codes, nos signes, nos symboles.

- Enfin, cette bonne volonté qu'on constate de l'extérieur n'est qu'apparente. C'est de passivité et d'habitude de la soumission qu'il conviendrait de parler. Les formateurs s'accordent pour dire qu'il est difficile de savoir ce qu'ils veulent. Retourner au pays, une fois leurs droits épuisés ? Trouver un travail ? Profiter de ce temps octroyé pour apprendre à lire ? Même quand il y a demande, elle paraît factice dans la mesure où elle n'est pas accompagnée de l'investissement personnel qu'elle exige.

La situation d'enseignant confère un point de vue et une logique particuliers. Car il est aisé d'opposer à ce portrait d'hommes mûrs, chefs de famille, vivant dans des conditions difficiles, ce que l'on sait d'eux quand ils ne sont pas en stage et qui le contredit.

Il n'est pas question de contester l'authenticité des constatations des formateurs, ni la justesse de leurs explications. Les unes et les autres sont cohérentes et fondées sur une expérience indiscutable¹. Tout au plus peut-on remarquer qu'elles sont induites par la situation dans laquelle sont ces "enseignants" et ces "enseignés", par la fonction et le projet des premiers, les raisons réelles de la présence à ces stages des seconds, le statut des uns et des autres, le fait que les enseignants sont dans un monde et les stagiaires dans un autre. Car l'analyse que font nos formateurs des difficultés qu'ils rencontrent participe beaucoup plus, comme toujours en pareil cas, de la description de ce qui est constaté que de l'élucidation des causes réelles. On connaît bien cela, à l'école, avec les enfants en difficultés et les tests et examens dont ils sont les objets. Dès que nos cinq interlocuteurs abordent les conditions de fonctionnement et les finalités réelles des stages, une toute autre logique intervient et les aspects socio-politiques sont, cette fois, mis en évidence².

Car, il faut garder à l'esprit que la finalité première de ces stages est la réinsertion et qu'on a affaire à des travailleurs licenciés en stage pour acquérir une formation professionnelle. Mais sur quoi asseoir une formation générale et professionnelle en l'absence de toutes bases ? Telle est la question que très rapidement se sont posée tous les formateurs et qui les a conduits à mettre en oeuvre deux stratégies pédagogiques assez différentes au départ.

La première, assez caractéristique des stages pris en charge par l'Éducation Nationale - sans qu'il soit permis de généraliser - a consisté à directement s'engager dans une formation professionnelle pour très rapidement s'apercevoir de son impossibilité et, petit à petit, réduire les ambitions de départ. On a alors adopté un programme de stage apparemment rationnel. Commencer par le commencement... "préparer" à la lecture et à l'écriture... puis alphabétiser... puis... ! Cette stratégie qui veut que l'on procède de manière linéaire, par la découverte et la synthèse des éléments à acquérir, conduit à l'utilisation de techniques très scolaires... et à se rendre compte que le temps manque.

¹ Lire, dans ce dossier, l'article de Jean-Jacques TROCOUIER.

² L'analyse que fait Jean LAULHÈRE (pages suivantes) apporte un "éclairage" différent et constitue, sinon une réponse, au moins une aide à la compréhension des difficultés.

La deuxième a consisté à partir des acquis des stagiaires et à concevoir une formation en fonction des besoins pour une réinsertion. Partir des gestes professionnels pour fonder un enseignement du français sur le besoin qu'on a d'aller plus loin. Baser l'apprentissage sur la confrontation avec la complexité authentique et l'analyse qu'on est obligé d'en faire. Il y a là une volonté de bâtir une pédagogie originale mais difficile. Faute d'une expérience suffisante et des conditions qui permettraient sa réalisation, elle est souvent très vite abandonnée au profit des méthodes classiques d'alphabétisation.

L'une et l'autre ne sont d'ailleurs pas démunies de générosité, car si on ne se berce pas d'illusions sur les chances réelles de réinsertion, du moins profite-t-on du temps qui est offert pour que chaque stagiaire en tire personnellement profit. Mais l'une et l'autre, en dehors du fait qu'on peut douter de l'efficacité des démarches en définitive adoptées, se heurtent à une gageure ! Comment, en effet, réussir avec des stagiaires qui n'ont ni demande, ni projet ? Comment vouloir malgré eux ? Car c'est l'exclusion qui conduit à la non-lecture et non l'inverse. Et ces O.S. licenciés n'ont jamais été aussi exclus qu'au moment où leur est offert le moyen de supprimer une des manifestations de leur exclusion : l'analphabétisme. Sur quoi se baser ? Quel ressort faire jouer ? Alors que personne et surtout pas eux, ne se fait d'illusions sur leur réinsertion ; alors qu'ils sont complètement pris en charge, dans une période transitoire entre un licenciement et un avenir incertain sur lequel ils n'ont aucune prise. Ils sont, disent les formateurs, dans l'attente - qu' "on" leur donne du travail avec le souci de bénéficier du temps complet de stage rémunéré. Beaucoup sont persuadés qu'ils ne s'intégreront jamais et attendent l'aide au retour. Ceux-là souhaitent tout au plus acquérir des gestes professionnels qu'ils pourront exploiter dans leur pays. D'autres savent qu'en plus d'une réduction des emplois, il y aura besoin d'une main-d'œuvre flexible et qu'ils sont les moins aptes aux reconversions qui s'imposeront. Enfin, nombreux sont ceux qui souffrent d'un véritable complexe et qui ont peur de "ne pas y arriver".

Sont ainsi réunies, jusqu'à la caricature toutes les conditions qui s'opposent à un apprentissage de la lecture... Mais puisqu'il ne peut s'agir ni de lecture, ni de lecteurs, parlons alors d'alphabétisation ! En effet, des stagiaires désirant rester en France ont la conviction, justifiée, que tous les bas emplois ne disparaîtront pas des entreprises et qu'il sera utile de savoir lire et écrire pour mieux vivre et réussir à travailler en France. Or, 8 mois de stage suffisent à peine pour engager un processus qui demande, avec un tel public, au minimum 3 ans selon l'avis général.

Alors ?

Nos interlocuteurs sont d'accord pour penser qu'il faut reconsidérer la finalité de ces stages et notamment cette finalité première qui leur a été donnée : l'alphabétisation systématique. En effet, ces stages vont se multiplier et c'est par milliers tous les ans que les travailleurs immigrés analphabètes risquent de se retrouver dans la situation de "ceux de Talbot et Citroën".

C'est sans doute en étudiant les possibilités offertes sur le marché du travail, même si elles sont limitées, qu'on élaborera une stratégie destinée à satisfaire les besoins qui en découlent (y compris dans la connaissance de l'écrit) et qu'on ne considérera plus comme point de passage obligé et comme impératif premier, l'enseignement de la lecture. Pour le moment, en commençant par alphabétiser, on ne fait apparemment rien de satisfaisant ni pour les individus eux-mêmes, ni pour leur formation professionnelle, alors qu'on se heurte à une incapacité notoire de leur part à entrer dans un processus de ce type.

Procéder autrement rendra nécessaire l'abandon des méthodes d'enseignement archaïques et infantilisantes utilisées généralement³ et le recours aux technologies nouvelles (informatiques et audiovisuelles) dont l'exploitation à des fins pédagogiques ne fait que commencer et qui restent balbutiantes par manque de sollicitations.

Les cinq personnes que nous avons rencontrées sont informées des thèses de l'AFL sur la lecture et sur l'apprentissage en général. Ils pensent qu'elle a raison (car tout ce qu'ils vivent le confirme) mais qu'il ne suffit pas qu'elle ait raison, n faut encore, et c'est leur demande, qu'elle les aide, avec d'autres, à résoudre les difficultés dans lesquelles ils se trouvent...

Michel Violet

³ Voir la présentation qui en est faite dans notre dossier.